



---

# VILLE DE QUÉBEC

Arrondissement de La Cité-Limoilou

---

RÈGLEMENT R.C.A.1V.Q. 494

**RÈGLEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE LA CITÉ-LIMOILOU  
SUR LA TARIFICATION DE BIENS ET DE SERVICES ET LES  
AUTRES FRAIS**

---

**Avis de motion donné le 11 décembre 2023  
Adopté le 19 décembre 2023  
En vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024**

---

## **NOTES EXPLICATIVES**

*Ce règlement décrète la tarification applicable dans l'arrondissement à l'égard de la présentation d'une demande de modification aux règlements d'urbanisme, de dérogation mineure et d'autorisation d'un usage conditionnel, à l'égard de la délivrance de consentements municipaux, de même qu'à l'égard des activités et services offerts en matière de loisirs et à l'égard de la location d'espaces récréatifs.*

*Ce règlement abroge également le Règlement de l'Arrondissement de La Cité-Limoilou sur la tarification de biens et de services et les autres frais, R.C.A.1V.Q. 464, qu'il remplace.*

## **RÈGLEMENT R.C.A.1V.Q. 494**

### **RÈGLEMENT DE L'ARRONDISSEMENT DE LA CITÉ-LIMOILOU SUR LA TARIFICATION DE BIENS ET DE SERVICES ET LES AUTRES FRAIS**

LA VILLE DE QUÉBEC, PAR LE CONSEIL DE L'ARRONDISSEMENT DE  
LA CITÉ-LIMOILOU, DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

#### **CHAPITRE I**

##### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- 1.** Ce règlement fixe les tarifs pour la fourniture de biens et de services et les autres frais de l'Arrondissement de La Cité-Limoilou. Ces tarifs et ces autres frais sont édictés à l'égard de leurs matières aux chapitres du présent règlement.
- 2.** Certaines modalités relatives à la fourniture de biens et de services sont prescrites dans les chapitres concernant ces matières.
- 3.** Le montant exigible relativement aux tarifs pour la fourniture de biens et de services est payé au moment de la demande, à moins qu'il n'en soit autrement prescrit dans le chapitre concerné ou dans un autre règlement.
- 4.** Les taxes, lorsqu'applicables, s'ajoutent aux tarifs ou aux coûts édictés par le présent règlement, à moins d'indication contraire.

#### **CHAPITRE II**

TARIFICATION POUR UNE DEMANDE DE MODIFICATION AU  
RÈGLEMENT D'URBANISME, UNE DEMANDE DE DÉROGATION  
MINEURE, SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'UN USAGE  
CONDITIONNEL OU UNE DEMANDE D'APPROBATION D'UN PLAN  
DE CONSTRUCTION OU DE MODIFICATION OU D'UNE OCCUPATION  
D'UN IMMEUBLE

- 5.** Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« ensemble résidentiel » : un des cas ou éléments suivants :

- 1° plusieurs bâtiments destinés à un usage résidentiel implantés sur un même lot;
- 2° un projet qui a pour but de lotir un immeuble pour y implanter plusieurs bâtiments destinés à un usage résidentiel.

**6.** La tarification pour une demande de modification du *Règlement de l'Arrondissement de La Cité-Limoilou sur l'urbanisme*, R.C.A.IV.Q. 4, est la suivante :

1° pour une modification à une norme de zonage ou de lotissement relative à l'implantation d'un bâtiment principal ou à l'exercice d'un usage principal demandée à l'égard de :

a) un bâtiment de trois logements ou moins qui n'est pas compris dans un ensemble résidentiel, le tarif est de 2 200 \$;

b) un bâtiment résidentiel, autre qu'un bâtiment de trois logements ou moins, qui n'est pas compris dans un ensemble résidentiel, le tarif est de 4 200 \$;

c) un ensemble résidentiel, le tarif est de 6 200 \$;

2° pour une modification à une norme de zonage ou de lotissement relative à l'implantation d'un bâtiment principal destiné à un usage principal autre que résidentiel ou relative à l'exercice d'un usage principal autre que résidentiel, le tarif est de 6 200 \$;

3° pour une modification à une norme de zonage ou de lotissement autre qu'une norme visée au paragraphe 1° ou 2° demandée à l'égard de :

a) un bâtiment de trois logements ou moins, le tarif est de 2 200 \$;

b) un bâtiment autre que celui visé au sous-paragraphe a), le tarif est de 4 200 \$;

4° pour une modification à un critère ou à un objectif relatif à un plan d'implantation et d'intégration architecturale, le tarif est de 6 200 \$;

5° pour une modification qui vise à permettre, pour la première période, l'utilisation temporaire d'un immeuble, le tarif est de 6 200 \$;

6° pour une modification qui vise à permettre, pour une période supplémentaire, l'utilisation temporaire d'un immeuble, le tarif est de 2 800 \$;

7° pour une modification relative à un territoire soumis à l'approbation d'un plan de construction ou de modification ou d'une occupation d'un immeuble ou relative à un critère que doit respecter un plan de construction ou de modification, le tarif est de 6 200 \$;

8° pour une demande d'approbation d'un plan de construction ou de modification ou d'une occupation d'un immeuble, le tarif est de 4 200 \$;

9° pour une modification relative à un usage conditionnel, autre qu'une autorisation visée au paragraphe 1° de l'article 7, le tarif est de 4 200 \$;

10° pour une modification relative à une autorisation personnelle, aucun tarif n'est imposé.

**7.** La tarification pour certaines demandes d'approbation ou d'autorisation est la suivante :

1° pour l'étude d'une demande d'autorisation d'un usage conditionnel, la tarification est de 750 \$;

2° pour une demande de dérogation mineure, la tarification est de 750 \$;

3° pour une demande d'approbation d'un projet particulier, de modification ou d'occupation d'un immeuble, la tarification est de 4 200 \$;

4° pour une demande d'autorisation d'un centre de la petite enfance ou d'une garderie au sens de la *Loi sur les services de garde éducatif à l'enfance* (RLRQ, chapitre S-4.1.1), la tarification est de 6 200 \$.

Dans le cas où une demande est traitée par l'instance décisionnelle compétente en vertu des dispositions de l'article 74.4 de la *Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.5), aucune tarification n'est imposée.

**8.** Un tarif imposé en vertu de l'article 6 ou 7 est acquitté au moment de la demande à défaut de quoi, la demande n'est pas considérée.

**9.** Chaque demande prévue à l'article 6 ou 7 fait l'objet d'une tarification distincte. Toutefois, si plusieurs demandes sont présentées simultanément et qu'elles visent un même immeuble, le tarif imposé à l'ensemble de ces demandes est le tarif le plus élevé prescrit à l'égard de chacune de ces demandes.

**10.** Dans le cas où une demande de modification aux règlements d'urbanisme est annulée ou abandonnée avant d'avoir fait l'objet d'une approbation par voie de résolution, la ville rembourse au requérant 100 % du montant qu'il a payé.

**11.** Dans le cas où une demande de modification aux règlements d'urbanisme est annulée ou abandonnée par le conseil d'arrondissement après avoir fait l'objet d'une approbation par voie de résolution, la ville rembourse au requérant 50 % du montant qu'il a payé.

**12.** Dans le cas où une demande de modification n'entre pas en vigueur à la suite d'un référendum, le requérant n'est pas remboursé.

**13.** Les tarifs imposés en vertu du présent chapitre ne s'appliquent pas à une demande présentée par un organisme de charité enregistré en vertu de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3) ou par une institution religieuse lorsque la

demande est faite dans la poursuite immédiate de ses objectifs constitutifs de nature charitable ou religieuse.

Le présent chapitre ne s'applique pas à une demande de modification lorsqu'elle est présentée par des services municipaux.

### **CHAPITRE III**

#### **TARIFICATION RELATIVE À LA DÉLIVRANCE DE CONSENTEMENTS MUNICIPAUX**

**14.** Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« consentement municipal » : une autorisation délivrée par la ville à une entreprise de réseaux techniques urbains permettant à celle-ci de réaliser des travaux d'addition ou de réparation à ses infrastructures lesquelles sont localisées soit au dessus ou en dessous de l'emprise d'une rue ou d'une route du réseau relevant de la responsabilité de l'arrondissement en vertu du *Règlement sur les réseaux des rues et des routes*, R.V.Q. 1582, et ses amendements.

**15.** Un consentement municipal est délivré à toute entreprise de réseaux techniques urbains qui complète le formulaire de demande préparé à cette fin et qui acquitte la tarification applicable en vertu du présent chapitre, lorsque les travaux visés respectent les dispositions du présent règlement après l'analyse de la demande déposée. Si la demande de consentement municipal déposée est refusée suite à son analyse, la tarification versée n'est pas remboursée.

**16.** Toute demande relative à la délivrance d'un consentement municipal portant sur des travaux d'excavation dans une rue ou une route du réseau relevant de la responsabilité de l'arrondissement, où la ville a réalisé des travaux de réfection complète du pavage depuis moins de cinq ans est refusée, sauf dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° les travaux sont requis pour assurer la santé ou la sécurité du public;

2° les travaux sont nécessaires afin de rétablir le service de télécommunication ou d'énergie aux usagers.

**17.** Le coût relatif à la délivrance d'un consentement municipal visant le déploiement du réseau câblé de l'entreprise de réseaux techniques urbains sur des infrastructures aériennes ou souterraines de réseaux techniques urbains existantes, incluant la pose de nouveaux torons, est de 384 \$.

**18.** Le coût relatif à la délivrance d'un consentement municipal visant la construction de nouveaux conduits ou de puits d'accès ou de chambres de raccordement ou de bases de cabinets ou toute nouvelle structure souterraine est imposé comme suit :

1° pour la première tranche d'un maximum de 20 mètres linéaires de tranchée ou de 20 mètres carrés de surface d'excavation, selon la première éventualité, le coût est de 769 \$;

2° pour une tranche additionnelle de 20 mètres linéaires de tranchée ou de 20 mètres carrés de surface d'excavation en sus de celle du paragraphe 1°, selon la première éventualité, jusqu'à concurrence d'une distance de 100 mètres de tranchée totale ou de 100 mètres carrés de surface d'excavation totale, le coût est de 128 \$ par tranche;

3° pour plus de 100 mètres linéaires de tranchée ou plus de 100 mètres carrés de surface d'excavation, selon la première éventualité, le coût est de 1 536 \$.

Les coûts édictés aux paragraphes 1°, 2° et 3° du présent article permettent la délivrance d'un consentement municipal valide pour l'exécution de travaux d'une durée maximale de quatre jours. Lorsque la période de quatre jours est expirée, un coût de 193 \$ est imposé pour chaque jour additionnel de réalisation des travaux visés au consentement municipal délivré.

**19.** Le coût relatif à la délivrance d'un consentement municipal visant la réparation des infrastructures souterraines existantes de l'entreprise de réseaux techniques urbains est de 513 \$.

**20.** Le délai régulier de traitement d'une demande visant la délivrance d'un consentement municipal est de 20 jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande.

**21.** Le tarif pour le traitement accéléré d'une demande de consentement municipal visée aux articles 17 et 19, soit une période de deux jours ouvrables à compter de la réception de la demande, est de 513 \$ en sus de la tarification applicable en vertu du présent chapitre.

**22.** Le tarif pour la visite d'un employé municipal sur le site de la réalisation des travaux à la demande d'une entreprise de réseaux techniques urbains, est de 193 \$ par visite.

**23.** Malgré les dispositions du présent chapitre, les tarifs applicables aux fins de la délivrance d'un consentement municipal en vertu d'une décision applicable rendue par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes ou par la Régie de l'énergie ou d'une entente conclue entre la ville et une entreprise de réseaux techniques urbains sont valides et demeurent valides jusqu'à l'expiration de cette décision ou de cette entente.

Aux fins du présent chapitre, et sous réserve du premier alinéa, la gratuité s'applique lorsque la demande relative à la délivrance d'un consentement municipal est rendue nécessaire pour l'exécution de travaux à être réalisés par l'entreprise de réseaux techniques urbains à la demande de la ville.

## CHAPITRE IV

### TARIFICATION RELATIVE AUX ACTIVITÉS ET AUX SERVICES OFFERTS EN MATIÈRE DE LOISIRS, DE SPORT ET DE VIE COMMUNAUTAIRE

#### SECTION I

##### DÉFINITIONS

**24.** Dans ce chapitre à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

##### *Clientèles*

« enfant » : une personne âgée de 5 à 14 ans;

« jeune » : une personne âgée de 21 ans et moins;

« adulte » : une personne âgée de 22 à 54 ans;

« aîné » : une personne âgée de 55 ans et plus;

« résident » : une personne qui réside à l'intérieur du territoire de la ville de Québec;

« non-résident » : une personne qui réside à l'extérieur du territoire de la ville de Québec.

##### *Activités*

« hors mandat » : une activité qui n'est pas en lien avec la mission de l'organisme reconnu et n'a pas pour but le financement de l'organisme ni la reconnaissance de ses bénévoles et de ses employés.

##### *Organismes*

« organisme reconnu » : un organisme à but non lucratif reconnu par un conseil d'arrondissement ou le conseil de la ville en vertu de sa politique municipale de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif;

« organisme non reconnu » : un organisme à but non lucratif non reconnu par la Ville de Québec et ayant son siège social sur le territoire de la ville;

« organisme scolaire avec entente » : un établissement d'enseignement faisant partie d'un centre de services scolaire avec lequel la ville a une entente en vigueur pour l'utilisation mutuelle des locaux ou des espaces des deux parties, ou un établissement d'enseignement avec lequel la ville a une entente pour l'utilisation mutuelle des locaux ou des espaces;



« organisme scolaire sans entente » : un établissement d'enseignement faisant partie ou non d'un centre de services scolaire avec lequel la ville n'a pas d'entente pour l'utilisation mutuelle des locaux ou des espaces.

### *Espace*

« espace » : un plateau ou un local dans un équipement récréatif, sportif ou administratif, municipal ou scolaire, disponible à la location par la Ville ou par entente avec un organisme tiers;

« installations sportives spécialisées » : ces installations sont les terrains de soccer au Centre sportif Marc-Simoneau, les dojos de l'Arpidrome, du Centre sportif Alexis-Bérubé et Saint-Émile, les palestres de gymnastique de l'Arpidrome et de Rochebelle, le terrain de balle synthétique et les terrains de soccer synthétiques.

### *Tarifs*

« A. Entreprise, institution et particulier » : applicable à toute location d'un espace lorsqu'il s'agit d'une entreprise, d'un organisme gouvernemental ou paragouvernemental, d'un établissement d'enseignement supérieur collégial ou universitaire et d'un particulier;

« B. Organisme non reconnu » : applicable à toute location d'espace lorsqu'il s'agit d'un organisme non reconnu. Ce tarif s'applique également aux garderies et écoles privées et aux organismes scolaires sans entente, aux partis politiques de même qu'aux associations politiques et syndicales accréditées des employés de la Ville de Québec, et à tous les organismes reconnus lorsqu'il s'agit d'activités hors mandat.

### *Sessions*

« session automne/hiver/printemps » : période du 1<sup>er</sup> septembre au 30 avril inclusivement;

« session d'été » : période du 1<sup>er</sup> mai au 31 août inclusivement.

## **SECTION II**

### **RÈGLES D'APPLICATION**

**25.** La tarification imposée au présent chapitre s'applique aux activités de loisirs et aux équipements récréatifs qui relèvent de l'arrondissement.

Les règles d'application suivantes s'appliquent aux activités de loisirs et aux équipements récréatifs, à savoir :

1° la tarification des espaces pour les utilisateurs est basée sur les heures d'utilisation en fonction de la surface utilisée, de la nature de l'activité, de la

clientèle visée ainsi que de la catégorie de l'organisme concerné, le cas échéant;

2° les tarifs des articles concernant la location des espaces, comprennent les frais de surveillance, de montage et de démontage de salle, lorsqu'applicable;

3° malgré toute disposition, édictant une tarification applicable à une personne, lorsqu'il s'agit de l'accompagnateur d'une personne détentrice de la carte d'accompagnement en loisir, reconnue par l'Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées, aucune tarification ne lui est applicable;

4° la tarification régulière imposée aux activités de loisir pour les résidents est majorée de 50% à l'égard d'un non-résident à l'exception des sports de glace;

5° aucune tarification n'est imposée pour la fourniture de bain libre et d'activités libres de patinage, de soccer, de tennis, de pickleball, de volleyball, de basketball et de pétanque;

6° la gratuité s'applique pour la location d'un espace lorsqu'il s'agit d'un organisme reconnu pour toutes activités prévues à son mandat, sous réserve de la location de patinoires intérieures pour les sports de glace, pour lesquelles la tarification prévue à la section III du présent chapitre s'applique. La gratuité s'applique également à une activité dont la ville est le promoteur et à une activité d'un conseil de quartier;

7° la tarification applicable à un organisme scolaire avec entente est celle prévue à ladite entente.

### **SECTION III**

#### **TARIFICATION RELATIVE À LA LOCATION DE PATINOIRES INTÉRIEURES POUR LES SPORTS DE GLACE ET À LA LOCATION DE PATINOIRES EXTÉRIEURES À SURFACE GLACÉE**

**26.** La tarification relative à la location de patinoires intérieures pour les sports de glace pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, de même que la tarification relative à la location de patinoires extérieures à surface glacée, pour la session automne/hiver/printemps, est imposée conformément au tableau en annexe I.

### **SECTION IV**

#### **TARIFICATION RELATIVE À LA LOCATION DE LOCAUX**

**27.** La tarification pour la location de salles qui relèvent de la compétence de l'arrondissement, est imposée comme suit :

1° pour la location d'une salle réduite de 6,3 mètres carrés à 29 mètres carrés :

- a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 25 \$ l'heure;
- b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 12,50 \$ l'heure;

2° pour la location d'une très petite salle de 30 mètres carrés à 49 mètres carrés :

- a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 32 \$ l'heure;
- b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 16 \$ l'heure;

3° pour la location d'une petite salle de 50 mètres carrés à 79 mètres carrés :

- a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 48 \$ l'heure;
- b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 24 \$ l'heure;

4° pour la location d'une moyenne salle de 80 mètres carrés à 174 mètres carrés :

- a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 55 \$ l'heure;
- b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 27,50 \$ l'heure;

5° pour la location d'une grande salle de 175 mètres carrés à 259 mètres carrés :

- a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 69 \$ l'heure;
- b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 34,50 \$ l'heure;

6° pour la location d'une très grande salle de 260 mètres carrés ou plus :

- a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 81 \$ l'heure;
- b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 40,50 \$ l'heure.

## **SECTION V**

### **TARIFICATION RELATIVE À LA LOCATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES**

**28.** La tarification pour la location des installations sportives qui relèvent de la compétence de l'arrondissement, est imposée comme suit :

1° pour la location d'un terrain de soccer à surface naturelle à onze joueurs :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 64 \$ de l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 32 \$ l'heure;

2° pour la location d'un terrain de soccer à surface naturelle à sept ou à neuf joueurs :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 38 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 19 \$ l'heure;

3° pour la location d'un terrain de soccer à surface naturelle à quatre ou à cinq joueurs :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 21 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 10,50 \$ l'heure;

4° pour la location d'un terrain de soccer à surface synthétique à onze joueurs :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 143 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 107 \$ l'heure;

5° pour la location d'un terrain de soccer à surface synthétique à sept joueurs :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 80 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 60 \$ l'heure;

6° pour la location des terrains extérieurs de pétanque et basketball, lors d'un événement ou d'un tournoi :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 29,50 \$ l'heure pour un premier terrain ou allée et de 5,50 \$ l'heure par terrain ou allée supplémentaire;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 15 \$ l'heure pour un premier terrain ou allée et de 3 \$ l'heure par terrain ou allée supplémentaire;

7° pour la location des terrains de volley-ball de plage :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 30 \$ l'heure pour un premier terrain et de 15 \$ l'heure par terrain supplémentaire sur le même site;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 22,50 \$ l'heure pour un premier terrain et de 11,25 \$ l'heure par terrain supplémentaire sur le même site;

8° pour la location d'un terrain de tennis extérieur en terre battue, lors d'un événement ou d'un tournoi qui nécessite la location d'un site complet :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 21 \$ l'heure par terrain;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 10,50 \$ l'heure par terrain;

9° pour la location d'un terrain de pickleball extérieur ou d'un terrain de tennis extérieur en tapis synthétique ou en acrylique, lors d'un événement ou d'un tournoi qui nécessite la location d'un site complet :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 11 \$ l'heure par terrain;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 5,50 \$ l'heure par terrain;

10° pour la location d'un terrain de balle :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 50 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 25 \$ l'heure;

c) dans le cas d'une entente spécifique avec une association régionale rattachée à une fédération de balle et couvrant minimalement la Ville de Québec, la gratuité s'applique;

11° pour la location d'une surface extérieure de dek hockey :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 35 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 17,50 \$ l'heure;

12° pour la location d'une patinoire asphaltée extérieure avec bandes permanentes :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 30 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 15 \$ l'heure;

13° pour la location d'une surface cimentée d'une patinoire intérieure :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 126 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 63 \$ l'heure;

14° pour la location d'un gymnase sous-dimensionné :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 22 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 11 \$ l'heure;

15° pour la location d'un gymnase simple :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 43 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 21,50 \$ l'heure;

16° pour la location d'un gymnase double :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 68 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 34 \$ l'heure;

17° pour la location d'un gymnase triple :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 103 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 51,50 \$ l'heure;

18° pour la location d'un terrain de badminton ou de pickleball à l'intérieur d'un gymnase :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 15 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 7,50 \$ l'heure;

19° pour la location du parc de planches à roulettes du parc Victoria:

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 120 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 60 \$ l'heure.

## **SECTION VI**

### **TARIFICATION RELATIVE À LA LOCATION DES BASSINS AQUATIQUES**

**29.** La tarification relative à la location de bassins aquatiques est imposée comme suit :

1° pour la location d'un bassin aquatique intérieur d'une longueur de 20 mètres et plus :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 115 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 57,50 \$ l'heure;

2° pour la location d'un bassin aquatique intérieur d'une longueur de moins de 20 mètres :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 94 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 47 \$ l'heure;

3° pour la location d'une piscine extérieure :

a) le tarif A. Entreprise, institution et particulier est de 94 \$ l'heure;

b) le tarif B. Organisme non reconnu est de 47 \$ l'heure.

**30.** Les frais de surveillance de piscine, lorsque requis, s'ajoutent à la tarification imposée à la présente section et le nombre de surveillants tarifé est déterminé par le nombre de baigneurs, le type d'activité et le bassin tout en s'appuyant sur le *Règlement sur la sécurité dans les bains publics* (RLRQ, chapitre B-1.1, r. 11). La tarification pour la fourniture des services du personnel aquatique est de 37 \$ l'heure, minimum 2 heures.

## SECTION VII

### TARIFICATION APPLICABLE AU CENTRE COMMUNAUTAIRE YMCA SAINT-ROCH

**31.** La tarification pour l'utilisation d'un local ou d'un équipement sportif au Centre communautaire YMCA Saint-Roch est la suivante :

1° le tarif pour la location d'une petite salle est de 37 \$ l'heure;

2° le tarif pour la location d'une grande salle est de 63 \$ l'heure;

3° le tarif pour la location d'une petite salle d'exercice est de 74 \$ l'heure;

4° le tarif pour la location d'une grande salle d'exercice est de 90 \$ l'heure;

5° le tarif pour la location d'un gymnase simple est de 95 \$ l'heure;

6° le tarif pour la location d'un gymnase double est de 168 \$ l'heure;

7° le tarif pour la location d'une salle polyvalente est de 74 \$ l'heure.

**32.** La tarification pour la fourniture d'un laissez-passer ou d'un abonnement au Centre communautaire YMCA Saint-Roch est la suivante :

1° pour un laissez-passer donnant accès à la salle d'entraînement, à la piscine, à la piste de course, au gymnase et aux vestiaires et l'accès aux tarifs préférentiels pour les cours supervisés et les activités de programmation YMCA, lorsqu'il s'agit du laissez-passer pour les personnes âgées de 25 ans et plus, lorsque :

- a) il s'agit d'un laissez-passer pour une seule visite, le tarif est de 15 \$;
- b) il s'agit d'un laissez-passer pour cinq visites, le tarif est de 70 \$;
- c) il s'agit d'une visite pour l'invité accompagné d'un détenteur de laissez-passer, le tarif est de 10 \$ par visite;
- d) il s'agit d'un laissez-passer valide pour une semaine le tarif est 24,99 \$;

2° pour un abonnement comprenant un accès illimité à la salle d'entraînement, à la piscine, à la piste de course, au gymnase et aux vestiaires ainsi qu'une tarification préférentielle pour les cours supervisés et les activités de la programmation YMCA, en plus d'un accès à une séance d'entraînement privé (OMNY), lorsque :

- a) il s'agit des personnes âgées de 18 ans et plus, lorsque :
  - i. il s'agit de l'abonnement valide pour deux semaines, le tarif est de 28,99 \$;
  - ii. il s'agit de l'abonnement proprement dit, le tarif est de 753,74 \$;
- b) il s'agit des jeunes âgés de 12 à 17 ans, lorsque :
  - i. il s'agit de l'abonnement valide pour deux semaines, le tarif est de 24,99 \$;
  - ii. il s'agit de l'abonnement proprement dit, le tarif est de 649,74 \$;
- c) il s'agit des personnes âgées de 65 ans et plus, lorsque :
  - i. il s'agit de l'abonnement valide pour deux semaines, le tarif est de 26,99 \$;
  - ii. il s'agit de l'abonnement proprement dit, le tarif est de 701,74 \$;

3° pour un abonnement comprenant un accès illimité à la salle d'entraînement, à la piste de course, au gymnase activités libres, aux cours de groupe et aux vestiaires ainsi qu'une orientation avec un instructeur ou une instructrice certifiée tarification préférentielle pour les cours supervisés et les activités de la programmation YMCA (MULTI), lorsque :

- a) il s'agit des personnes âgées de 18 ans et plus, lorsque :
  - i. il s'agit de l'abonnement valide pour deux semaines, le tarif est de 24,99\$;



- ii. il s'agit de l'abonnement proprement dit, le tarif est de 649,74 \$;
- b) il s'agit des jeunes âgés de 12 à 17 ans, lorsque :
  - i. il s'agit de l'abonnement valide pour deux semaines, le tarif est de 20,99 \$;
  - ii. il s'agit de l'abonnement proprement dit, le tarif est de 545,74 \$;
- c) il s'agit des personnes âgées de 65 ans et plus, lorsque :
  - i. il s'agit de l'abonnement valide pour deux semaines, le tarif est de 22,99\$;
  - ii. il s'agit de l'abonnement proprement dit, le tarif est de 597,74 \$;

4° pour un abonnement comprenant un accès illimité à la salle d'entraînement, à la piste de course, au gymnase activités libres, aux vestiaires et une orientation avec un instructeur ou une instructrice certifiée ainsi qu'une tarification préférentielle pour les cours supervisés et les activités de la programmation YMCA (POLY), lorsque :

- a) il s'agit des personnes âgées de 18 ans et plus, lorsque :
  - i. il s'agit de l'abonnement valide pour deux semaines, le tarif est de 19,99 \$;
  - ii. il s'agit de l'abonnement proprement dit, le tarif est de 519,74 \$;
- b) il s'agit des jeunes âgés de 12 à 17 ans, lorsque :
  - i. il s'agit de l'abonnement valide pour deux semaines, le tarif est de 15,99 \$;
  - ii. il s'agit de l'abonnement proprement dit, le tarif est de 415,74 \$;
- c) il s'agit des personnes âgées de 65 ans et plus, lorsque :
  - i. il s'agit de l'abonnement valide pour deux semaines, le tarif est de 17,99 \$;
  - ii. il s'agit de l'abonnement proprement dit, le tarif est de 467,74 \$;

5° pour un laissez-passer donnant accès au cours pré-post natal lorsqu'il s'agit du laissez-passer pour les personnes attendant ou ayant eu un enfant, le tarif est de 5 \$.

## **CHAPITRE V**

### **DISPOSITIONS ABROGATIVES ET MODIFICATRICES**

**33.** Le *Règlement de l'Arrondissement de La Cité-Limoilou sur la tarification de biens et de services et les autres frais*, R.C.A.IV.Q. 464, est abrogé.

## **CHAPITRE VI**

### **DISPOSITIONS FINALES**

**34.** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et a effet à compter de la plus tardive des dates suivantes :

1° la date de son entrée en vigueur;

2° le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

ANNEXE I

*(article 26)*

TARIFICATION RELATIVE À LA LOCATION DE PATINOIRES  
INTÉRIEURES POUR LES SPORTS DE GLACE ET À LA LOCATION DE  
PATINOIRES EXTÉRIEURES À SURFACE GLACÉE

ANNEXE I  
(article 26)

TARIFICATION RELATIVE À LA LOCATION DE PATINOIRES INTÉRIEURES POUR LES SPORTS DE GLACE ET À LA LOCATION DE PATINOIRES EXTÉRIEURES À SURFACE GLACÉE

La tarification relative à la location de patinoires intérieures pour les sports de glace pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, de même que la tarification relative à la location de patinoires extérieures à surface glacée, pour la session automne/hiver/printemps, est imposée conformément au tableau qui suit.

Description	Période de l'année civile	
	1 <sup>er</sup> janvier au 31 août	1 <sup>er</sup> septembre au 31 décembre
<b>LOCATION D'UNE PATINOIRE INTÉRIEURE POUR LES SPORTS DE GLACE</b>		
Règles d'application :		
La location inclut la période de resurfaçage obligatoire.		
Pour un organisme reconnu dans le domaine des sports de glace, lorsqu'il s'agit de la location d'une grande patinoire de 1000 mètres carrés ou plus, d'août à juillet, en vue de l'organisation d'un événement spécial sanctionné par une fédération sportive, incluant le montage et le démontage, la gratuité s'applique, et ce, pour la moitié des heures requises, pour un événement par année et pour l'autre moitié des heures requises, la tarification des section étoilées ((*) et (**)) s'applique, au choix de l'organisme, le cas échéant.		
pour la location d'une patinoire de 6 heures à 16 h 30, du lundi au vendredi, lorsque :		
il s'agit d'un organisme scolaire sans entente ou d'une garderie sans but lucratif ou d'un groupe ou d'une ligue composés d'adultes dont 70 % sont âgés de 55 ans et plus, lorsque :		
il s'agit d'une grande patinoire de 1000 mètres carrés ou plus, la tarification de l'heure est de :	92 \$	97 \$
il s'agit d'une petite patinoire de moins de 1000 mètres carrés, la tarification de l'heure est de :	54 \$	57 \$

Description	Période de l'année civile	
	1 <sup>er</sup> janvier au 31 août	1 <sup>er</sup> septembre au 31 décembre
pour un organisme scolaire sans entente ou une garderie sans but lucratif, lorsqu'il s'agit de la location d'une patinoire, de 16 h 30 à la fermeture, du lundi au vendredi, et de 6 heures à 18 heures le samedi et de 6 heures à la fermeture le dimanche, lorsque :		
il s'agit d'une grande patinoire de 1000 mètres carrés ou plus, la tarification est de l'heure :	243 \$	257 \$
il s'agit d'une petite patinoire de moins de 1000 mètres carrés, la tarification est de l'heure :	110 \$	116 \$
pour la location privée à des jeunes ou à des adultes d'une patinoire en journée de 6 heures à 16 h 30, du lundi au vendredi, ainsi que du 23 décembre au 3 janvier, de l'ouverture à la fermeture, lorsque :		
il s'agit d'une grande patinoire de 1000 mètres carrés ou plus, la tarification de l'heure :	183 \$	193 \$
il s'agit d'une petite patinoire de moins de 1000 mètres carrés, la tarification de l'heure :	83 \$	88 \$
pour la location privée à des jeunes ou à des adultes d'une patinoire, de 6 heures à 18 heures le samedi, de 6 heures à la fermeture le dimanche et de 16 h 30 à la fermeture, du lundi au vendredi, à l'exclusion du 23 décembre au 3 janvier inclusivement, lorsque :		
il s'agit d'une grande patinoire de 1000 mètres carrés ou plus, la tarification est de l'heure :	323 \$	341 \$
il s'agit d'une petite patinoire de moins de 1000 mètres carrés, la tarification est de l'heure :	145 \$	153 \$

Description	Période de l'année civile	
	1 <sup>er</sup> janvier au 31 août	1 <sup>er</sup> septembre au 31 décembre
pour la location privée à des jeunes ou à des adultes ou à un organisme scolaire sans entente d'une patinoire, de 18 heures à la fermeture, le samedi, lorsque :		
il s'agit d'une grande patinoire de 1000 mètres carrés ou plus, la tarification est de l'heure :	183 \$	193 \$
il s'agit d'une petite patinoire de moins de 1000 mètres carrés, la tarification est de l'heure :	83 \$	88 \$
<p>(*) pour un organisme reconnu en matière de sports de glace, lorsqu'il s'agit de la location d'une patinoire, de 6 heures à la fermeture, d'août à juillet, jusqu'à concurrence d'un ratio de 3,5 heures/jeune/année et qu'il s'agit de jeunes âgés de 5 à 21 ans ou d'un ratio de 1,75 heure/jeune/année s'il s'agit de jeunes de moins de 5 ans ou d'un ratio de 1,75 heure/adulte-ainé/année s'il s'agit d'adultes âgés de 22 ans et plus, la gratuité s'applique.</p> <p>(**) pour les besoins supplémentaires d'un organisme reconnu en matière de sports de glace ou pour un organisme reconnu ou une association régionale rattaché à sa fédération sportive et couvrant minimalement la ville, de 6 heures à la fermeture, tous les jours, lorsque :</p>		
il s'agit d'une grande patinoire de 1000 mètres carrés ou plus, la tarification de l'heure :	81 \$	86 \$
il s'agit d'une petite patinoire de moins de 1000 mètres carrés, la tarification de l'heure :	47 \$	50 \$

Description	Période de l'année civile													
	1 <sup>er</sup> janvier au 31 août	1 <sup>er</sup> septembre au 31 décembre												
<p>un non-résident, qu'il soit de la catégorie des moins de cinq ans ou de celle des cinq ans à 21 ans, ne peut s'inscrire à une activité de loisir édictée à la présente section à moins que la municipalité où il réside ne remplisse l'une des deux conditions suivantes :</p> <p>a) elle a conclu, avec la ville, une entente de réciprocité conférant aux résidents de la ville des avantages pécuniaires au moins comparables à ceux découlant de la présente section.</p> <p>b) elle a conclu une entente par laquelle elle s'engage à verser à la ville, pour une saison donnée, la contribution financière suivante :</p> <p><u>pour chacun des jeunes de moins de cinq ans de son territoire qui s'inscrit à une activité, s'il s'agit :</u></p> <table border="1"> <tr> <td>d'une demi-saison, la tarification est de :</td> <td>211 \$</td> <td>223 \$</td> </tr> <tr> <td>d'une saison complète, la tarification est de :</td> <td>425 \$</td> <td>449 \$</td> </tr> </table> <p><u>pour chacun des jeunes de cinq ans à 21 ans de son territoire qui s'inscrit à une activité, s'il s'agit :</u></p> <table border="1"> <tr> <td>d'une demi-saison, la tarification est de :</td> <td>425 \$</td> <td>449 \$</td> </tr> <tr> <td>d'une saison complète, la tarification est de :</td> <td>848 \$</td> <td>895 \$</td> </tr> </table>	d'une demi-saison, la tarification est de :	211 \$	223 \$	d'une saison complète, la tarification est de :	425 \$	449 \$	d'une demi-saison, la tarification est de :	425 \$	449 \$	d'une saison complète, la tarification est de :	848 \$	895 \$		
d'une demi-saison, la tarification est de :	211 \$	223 \$												
d'une saison complète, la tarification est de :	425 \$	449 \$												
d'une demi-saison, la tarification est de :	425 \$	449 \$												
d'une saison complète, la tarification est de :	848 \$	895 \$												

Description	Période de l'année civile			
	1 <sup>er</sup> janvier au 30 avril		1 <sup>er</sup> septembre au 31 décembre	
	Tarif A. Entreprise, institution et particulier	Tarif B. Organisme non reconnu	Tarif A. Entreprise, institution et particulier	Tarif B. Organisme non reconnu
<b>LOCATION D'UNE PATINOIRE EXTÉRIEURE À SURFACE GLACÉE</b>				
la tarification horaire pour la location d'une patinoire extérieure à surface glacée est imposée comme suit :	48 \$	24 \$	50 \$	25 \$



## **Avis de motion**

*Je donne avis qu'à une prochaine séance, il sera soumis pour adoption un règlement décrétant la tarification applicable dans l'arrondissement à l'égard de la présentation d'une demande de modification aux règlements d'urbanisme, de dérogation mineure et d'autorisation d'un usage conditionnel, à l'égard de la délivrance de consentements municipaux, à l'égard de l'utilisation de certains stationnements, de même qu'à l'égard des activités et services offerts en matière de loisirs et à l'égard de la location d'espaces récréatifs.*

*Ce règlement abroge également le Règlement de l'Arrondissement de La Cité-Limoilou sur la tarification de biens et de services et les autres frais, R.C.A.IV.Q. 464, qu'il remplace.*